COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
Du 14 décembre 2020 à 18h30

L'an deux mille vingt, le 14 décembre, le Conseil Municipal de La Celle, régulièrement convoqué, s'est réuni en nombre prescrit par la loi, en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jacques PAUL, Maire.

Présents : Messieurs Jacques PAUL / Michel GENOVA / Sébastien PAREJA / Pascal ROYER
Mesdames Fabienne DELAFOSSE / Odette DESMONTS / Ghislaine RAPUZZI
Myriam BORT / Marylène LOPEZ / Christiane ROTTIERS

Absents excusés ayant donné pouvoir :

Mr Alain BŒUF pouvoir à Mr Jacques PAUL

Mr Eric BUTTIENS pouvoir à Mr Jacques PAUL

Absents excusés : Messieurs Christophe BOLLA / Henri HOUSSIN

Madame Muriel GUILLEMOT

Secrétaire de séance : Madame Marylène LOPEZ

Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h35

A la demande du Maire, une minute de silence est observée en mémoire de Monsieur Valéry Giscard d'Estaing, ancien Président de La République.

Approbation du compte rendu du conseil municipal du 12 octobre 2020

Monsieur le Maire reprend les délibérations adoptées lors de cette séance.

Adopté à l'unanimité

N°2020 – 59 : Budget communal 2020 - Décision modificative n°2 –

Monsieur le Maire expose :

Considérant la nécessité de réajuster les crédits en fonctionnement et en investissement ; un projet de décision modificative N°2 du budget communal 2020 est proposé à l'assemblée délibérante, celui-ci prend en compte les ajustements de crédits, tels que présenté ci-dessous :

	DEPENSES		RECETTES	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
Section de Fonctionnement	18 591,33 €	41 890,01 €	0,00 €	23 298,68 €
Section d'investissement	0,00 €	20 996,19 €	4 874,58 €	25 870,77 €
Total Général		44 294,87 €		44 294,87 €

Adopté à l'unanimité

N°2020 – 60 : Projet « Ecole 2030 » - Construction d'une école maternelle et aménagement d'une cuisine scolaire – Autorisation au Maire à solliciter la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) – Année 2021 - Priorité 1

Monsieur le Maire expose :

Considérant que la commune est confrontée à une augmentation des effectifs scolaires, entraînant un manque de place dans les locaux pour les activités scolaires, périscolaires et de restauration scolaire. Ces difficultés ont un impact dans le bon déroulement des activités, le confort et la qualité des activités scolaires et périscolaires des élèves et également dans la gestion et la coordination des différents services.

La réponse à cette problématique réside dans la construction d'une nouvelle école maternelle et, puis, à l'extension et l'aménagement d'une nouvelle cuisine scolaire.

Ces investissements sont inscrits à la catégorie 1 des investissements éligibles à la DETR 2021 : Améliorer les espaces scolaires, péri et extra-scolaires.

Considérant que le plan de financement prévisionnel de cette opération globale pourrait s'établir ainsi :

Financeurs	Description	Montant sollicité	Pourcentage d'intervention
Conseil Départemental	2018	140 000.00 €	23.07 %
	2019	140 000.00 €	
	2020	140 000.00 €	
Etat DETR 2021	1ère tranche fonctionnelle Travaux de construction du bloc « maternelles »	200 000.00 €	10.99 %
Etat DETR 2022	2ème tranche fonctionnelle Agrandissement et Aménagement d'une cuisine	200 000.00 €	10.99 %
FRAT	2020	200 000.00 €	10.99 %
CAPV	2020	200 000.00 €	10.99 %
Autofinancement		600 000.00 €	32.97 %
TOTAL HT		1 820.000.00 €	100.00 %

Adopté à l'unanimité

N°2020-61 : Attribution de la subvention 2020 au budget du CCAS

Monsieur le Maire expose :

Vu la délibération n°2020-40 du 20 juillet 2020, adoptant le budget prévisionnel communal 2020.

Le budget prévisionnel 2020 du CCAS, dans lequel, une subvention de 6 500 € provenant du budget communal a été inscrite en recette. Cette subvention doit être validée par la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

N°2020-62 : Concours du receveur municipal : Indemnité forfaitaire de confection des documents budgétaires

Monsieur le Maire expose :

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions.

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat.

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires autorisant la possibilité d'accorder une indemnité forfaitaire aux agents de l'État auxquels il est demandé des conseils ou des renseignements pour la préparation des documents budgétaires.

La commune de La Celle doit accorder à Monsieur Jean Claude GOMEZ, l'indemnité forfaitaire de confection des documents budgétaires pour un montant de 45,73 euros à compter de 2020.

Adopté à l'unanimité

N°2020-63 : Exonération d'un mois de loyer à la SARL LOLE – Pizzeria « Le 1886 »

Monsieur le Maire expose :

La crise sanitaire rencontrée au cours de ces derniers mois, s'accompagne de conséquences socio-économiques.

Monsieur le Maire a été sollicité par Monsieur Romain PEREZ, gérant de la société SARL LOLE, pour une activité de pizzeria, pour demander une annulation de son mois de loyer de décembre 2020.

Depuis le 29 octobre 2020, date du 2ème confinement national, il ne peut plus exercer son activité de pizzeria – restauration sur place.

Monsieur le Maire propose une action immédiate de la commune pour aider au maintien de la trésorerie de ce professionnel : l'annulation d'un mois de loyer en décembre 2020, en tant que bailleur du local commercial sis 8 place de Clastre à La Celle.

Adopté à l'unanimité

N°2020-64 : Modification de la composition de la commission « Ressources Humaines »

Monsieur le Maire expose :

Considérant la sollicitation de Monsieur le Maire auprès des membres de la commission finances, de siéger également à la commission Ressources Humaines.

Considérant l'acceptation de Madame Myriam BORT pour intégrer cette commission.

La commission communale « Ressources Humaines » est composée des conseillers municipaux dont les noms suivent :

Commission Ressources Humaines

Vice-Présidente : Mme Odette DESMONTS

- Mr Michel GENOVA

- Mr Eric BUTTIENS

- Mme Myriam BORT

Adopté à l'unanimité

N°2020-65 : Engagement de la commune pour la mise en place d'une politique globale de restauration collective durable

Monsieur le Maire expose :

Vu l'appel à candidature lancé par l'ARBE en partenariat avec la Région Sud candidature pour accompagner des collectivités dans la mise en œuvre d'une restauration collective durable et en circuits courts de proximité ;

En s'engageant dans une démarche de restauration collective durable et un approvisionnement local, les collectivités répondent à la fois au besoin d'une revalorisation de l'agriculture locale durable et à l'intérêt croissant des convives pour une alimentation saine, socialement et écologiquement responsable.

Considérant la nécessité de redynamiser le tissu économique local agricole, tout en préservant l'environnement. Cette démarche s'inscrit dans la politique communale initiée depuis plusieurs années :

En effet, la commune de La Celle s'est inscrite dans une dynamique de préservation des terres agricoles par

- La signature d'une convention de mise à disposition de terrains agricoles communaux entre la commune et la SAFER. Ce bail conclu en mai 2016, a permis l'installation d'une jeune agricultrice (maraichage) pour la mise en valeur des terres agricoles.

- La mise en place d'une Zone Agricole Protégée (ZAP) dès 2017 afin de lutter contre les friches agricoles à l'intérieur de cette ZAP.

En parallèle, la municipalité souhaite servir des repas aux enfants, en privilégiant l'achat de denrées alimentaires de qualité, durable et en circuits courts.

Dans ce cadre, la commune fait intervenir depuis deux ans, une diététicienne auprès du personnel de cantine (lutte contre le gaspillage alimentaire), auprès des enfants lors d'ateliers « des goûts, des couleurs ». Ces ateliers sont financés par l'ARS dans le cadre du projet de santé de la maison de santé pluridisciplinaire de La Celle.

L'objectif final pour la municipalité, étant de parvenir à élaborer les repas au sein de la cantine scolaire à partir des produits locaux de proximité et ainsi de soutenir les producteurs locaux en assurant des achats en quantité pour consolider économiquement leur activité.

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'engager la commune de La Celle pour mettre en place une politique globale de restauration collective durable et d'approvisionnement en produits de qualité, durables et en circuits courts.

Pour cela, la commune de La Celle se porte candidate à l'appel à projet « Vers une restauration collective durable » initié par l'ARBE en partenariat avec la Région Sud.

Adopté à l'unanimité

Pour Monsieur le Maire, il est important de mettre en place toute cette action pour la qualité des repas des élèves.

Madame Odette DESMONTS et Monsieur le Maire ont assisté à une première activité organisée par l'ARBE.

Monsieur Sébastien PAREJA demande s'il n'est pas possible de signer une convention avec la cuisine centrale de la Ville de Brignoles. Les repas cuisinés sur place sont plus savoureux, de meilleure qualité que les repas en liaison froide.

Monsieur le Maire répond qu'il a déjà sollicité le Maire de Brignoles et cela n'est pas possible car ils ont atteint leur capacité de confection de repas.

Par ailleurs, l'Agglomération met en place un PAT, celui-ci est en cours d'élaboration. Il y a un effort pour soutenir l'installation de jeunes maraîchers dans notre région majoritairement viticole. C'est une éducation au goût des enfants.

Madame Odette DESMONTS précise que la confection des repas permet également de créer du lien intergénérationnel en servant des repas aux personnes âgées du village à la cantine.

Monsieur le Maire indique que le prix du repas ne sera pas augmenté même si la cuisine sur place coûte plus cher. L'objectif de la commune c'est de bien nourrir les enfants.

N°2020-66 : Approbation de la modification des statuts du SIVU des espaces naturels du massif de la Loube

Monsieur le Maire expose :

- Que la commune est adhérente au syndicat à vocation unique des espaces naturels du massif de la Loube,
- Que le conseil syndical dudit syndicat s'est prononcé favorablement, en séance, pour une modification de ses statuts :
 - article 2 portant suppression de l'animation nature,
 - article 5.2.3 portant envoi des convocations par voie dématérialisée,
 - article 6 portant modification du trésorier du syndicat,
 - article 7 portant précision de la périodicité d'émission des titres de participations financières des communes,
- Qu'il est nécessaire que chaque commune adhérente délibère dans le délai réglementaire afin d'entériner cette modification.

Adopté à l'unanimité

N°2020-67 : Attribution de bons d'achat aux agents de la Commune

Monsieur le Maire expose :

Vu la Loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 70 selon lequel « l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale ou le conseil d'administration d'un établissement public local détermine le type des actions et le montant des dépenses qu'il entend engager pour la réalisation des prestations prévues à l'article 9 de la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ainsi que leurs modalités de mise en œuvre » ;

La commune a la volonté d'attribuer au personnel une aide de fin d'année, sous forme de bons d'achat du COS Méditerranée, au prorata temporis du temps de travail de l'agent.

Le montant attribué à un agent à temps complet étant de 150 euros.

Adopté à l'unanimité

N°2020-68 : Modification du tableau des effectifs de la commune - Suppression d'emplois suivie de création d'emplois

Monsieur le Maire expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu de l'avancement de grade d'un agent du service technique, à temps complet, Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- La suppression de l'emploi d'agent de maîtrise à temps complet au service technique ;

Et ;

- La création d'un emploi d'agent de maîtrise principal à temps complet au service technique à compter du 1er janvier 2021.

Compte tenu de l'avancement de grade d'un agent du service de police de l'environnement, à temps complet,

Monsieur le Maire propose à l'assemblée :

- La suppression de l'emploi d'adjoint technique à temps complet au service de police de l'environnement ;

Et ;

- La création d'un emploi d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet au service de police de l'environnement à compter du 1er janvier 2021.

Adopté à l'unanimité

Informations :

Monsieur le Maire indique que la délibération arrêtant le projet de PLU est reportée pour le début de l'année 2021.

Une réunion avec les Personnes Publiques Associées (PPA) s'est tenue ce jour, et les services de l'Etat ont insisté sur la défense incendie par rapport à certains projets inscrits en STECAL.

Monsieur Sébastien PAREJA souhaite donner une information relative à un projet que souhaite présenter une astronome à la commune. Son projet correspond à l'orientation de la commune de s'inscrire comme « village étoilé ».

Le Maire lève la séance à 19h45

La secrétaire de séance